

DU PARTI JIL JADID :

vers une transition démocratique»

En campagne électorale, M. Sellal promettait d'installer une guitoune sur place et de ne quitter la région qu'une fois le problème réglé. Où est-il ce Monsieur ? On sait que les promesses électorales n'engagent que ceux qui les croient. Mais là, nous sommes en situation de non assistance à personnes en danger. Il aurait fallu que le Président de la République aille lui-même à Ghardaïa pour parler aux populations et apporter les solutions nécessaires. Il ne

le fait pas. Il ne dit pas un mot. Il n'a aucune pensée pour eux. En vérité, tout cela on le savait avant l'élection. On savait que le Président était invalide, qu'il allait se débarasser des contraintes de la fonction en distribuant les rôles avec désinvolture. Il n'accomplit en aucune façon ses obligations envers la nation. Qui gère le pays ? Qui en est politiquement responsable ? A qui demander des comptes lorsque la facture devra être payée ? En sapant les principes et valeurs morales sur lesquels se construisent les nations, M. Bouteflika et son clan auront fait un mal incommensurable au pays.

Comment expliquez-vous la tendance des autorités algériennes à chercher à s'ouvrir plus sur les Etats-Unis, qu'il s'agisse des relations économiques ou sécuritaires ? L'Algérie a-t-elle les capacités de se poser comme un partenaire sur un pied d'égalité face à la première puissance mondiale ?

Un pied d'égalité ? Il ne s'agit même pas de cela. Il aurait suffi à ce pouvoir de commencer par se respecter et respecter son peuple. Personne ne demande à Monsieur Bouteflika de bomber le torse face à Obama. On veut juste avoir des relations simples, saines et au profit des deux parties avec les USA, mais aussi avec la France, la Chine, la Russie et les autres. On ne veut pas de relation de complicité : demander sans pudeur aux Américains et aux Français de fermer les yeux sur l'illégitimité et l'incompétence du pouvoir, et offrir en retour, les marchés, les avantages, et les placements financiers

de la nation avec en prime la promesse de ne rien dire qui fâche ! Voilà le deal de Monsieur Bouteflika que nous récusons.

Le Président est très faible physiquement. Il est encore plus faible politiquement. C'est pour cela qu'il a fui la gestion du crash de l'avion d'Air Algérie, qu'il fuit ses responsabilités dans l'affaire de Ghaza, qu'il fuit même ses responsabilités dans la situation de Ghardaïa. Il n'a rien à dire à Obama, Hollande ou Poutine, ni aux Algériens d'ailleurs ! Rien ! Nada !

Le jeu d'équilibre de l'Algérie peut-il préserver pour autant des dommages collatéraux inhérents aux rivalités franco-américaines, la France considérant ses ex-colonies comme chasse gardée ?

Je veux être franc avec vous. Je me pose souvent la question de savoir jusqu'à quel point ces deux puissances interviendraient dans la gestion et les choix de l'Algérie. Je n'ai pas de réponses convaincantes. Je ne pense pas que la France et les Etats-Unis sont à ce point en concurrence. D'ailleurs, malgré tous les avantages objectifs pour les Français, ils sont maintenant largement déclassés par les Chinois sur le marché national. Il est même étonnant de voir le pouvoir socialiste en France

subir les foudres d'une certaine opposition de droite pour avoir invité des représentants de l'ANP au défilé du 14 Juillet, l'accusant presque de trahison. Pour les Algériens, le pouvoir avait trahi la mémoire du combat libérateur. Les confusions de mémoire, le manque de clarté des politiques des deux côtés de la Méditerranée sont à l'origine de ces distorsions de sens. En tous les cas, en ce qui nous concerne, je crois profondément que c'est le pouvoir

qui est incapable d'assumer ses responsabilités. Il mène une politique d'une grande hypocrisie et d'incompétence en même temps. Les Etats-Unis et la France sont des alliés. Même s'il y a des divergences d'intérêts sur tel ou tel point, ils trouveront toujours un terrain d'entente. Les Etats-Unis visent l'aspect sécuritaire et le secteur énergétique en premier. La France peut intervenir dans l'industrie et l'agroalimentaire. Mais au final, c'est à l'Algérie de définir avec ses partenaires le meilleur « casting » pour son développement.

Que peut cacher, selon vous, le fort intérêt manifesté par les Etats-Unis à l'endroit de l'Algérie sous le couvert de la lutte contre le terrorisme ?

Les Etats-Unis veulent stabiliser leur aire d'influence. Ils veulent rester la première puissance mondiale. D'autres puissances émergentes lui contestent cette position. Chacun défend son pays et cela est fondamentalement légitime. De ce fait, les Etats-Unis ont besoin d'alliés dans les différentes parties du monde. Rien ne nous empêche d'avoir de vraies relations d'amitiés avec ce grand pays. Cela ne signifie pas que l'on doit dire amen à toutes leurs demandes ni s'aligner systématiquement sur leur politique extérieure. Les Américains sont suffisamment pragmatiques pour respecter des choix différents de leurs partenaires. Bien entendu, il n'y a pas de

puissance dans le monde qui vient de l'univers des bisounours et des anges. La gestion des intérêts dans le monde est froide, sans sentiments. Alors, il faut que l'on

soit fort par nous-mêmes avant de pleurnicher sur l'impérialisme des autres. Ni les Etats-Unis ni la France n'ont intérêt à voir l'Algérie sombrer dans le désordre. La communauté algérienne expatriée est très importante et des prolongements à l'étranger de troubles graves dans le pays seraient inévitables. Sauf à penser que les dirigeants du monde sont fous, il faut parier sur la paix, les bonnes relations et les échanges gagnant-gagnant. A nous de relever ce challenge !

Démocratie, droits de l'homme, printemps arabe sans oublier les multiples groupes islamistes ; que d'ingrédients pour remodeler la face du monde arabe et par là celle du monde par le quatuor Grande-Bretagne, France, Allemagne menés par les Etats-Unis. On n'a pas l'impression que ces enjeux soient assez compris dans leurs prolongements historiques ?

Le XX^e siècle a modelé les alliances mondiales. Oui, les pays que vous avez cités et avec eux quelques autres parmi lesquels l'Arabie Saoudite, la Turquie et Israël, sont liés par des intérêts stratégiques. Ils agissent et interagissent par la soft power, par l'économie, par les finances

et le commerce mais aussi parfois par la violence et la guerre. N'est-ce pas l'histoire de l'homme depuis qu'il est sur terre ? N'est-ce pas cette « volonté de puissance » et cette quête du « surhomme » dont a si bien parlé Nietzsche qui mènent finalement l'humanité ? Alors que doit-on faire ? Il ne sert à rien de se « victimiser », de se plaindre et d'implorer je ne sais quel sauveur. Il y a aujourd'hui de grands enjeux géopolitiques. Le monde est en grave crise. Nous sommes au seuil d'une nouvelle ère dont la configuration est en cours. Nous entrons dans une phase mondiale instable. Ghaza, mais aussi l'Ukraine, la Libye, la Syrie, etc., ne sont que l'expression de la fin d'un certain monde. Un autre est en gestation. Il est soumis aux contraintes de la fin du pétrole, du changement climatique, de l'explosion démographique. Les fondements de la civilisation sont en mouvement. L'Algérie a beaucoup d'atouts. Nos partenaires le savent. Ils voudraient en tirer aussi profit. Quoi de plus naturel ? C'est aux Algériens de prendre conscience des enjeux et de faire émerger des hommes et des femmes aptes à protéger leurs intérêts et à promouvoir leurs arguments. C'est l'esprit du colonisé dont il faut se libérer. Ni les Etats-Unis ni la France ni tout autre pays ne pourraient agir contre nos intérêts nationaux, à condition que nous soyons à la hauteur de la situation.

Malgré les mises en gardes répétées d'experts et de la société civile quant aux risques induits par l'exploitation du gaz de schiste, les autorités ont finale-

ment choisi cette option. Et, ce sera les Américains qui vont la prendre en charge à terme. La décision étant donc prise il n'y a plus rien à faire ?

L'affaire des gaz de schiste est révélatrice du type de relation qu'entretient notre pouvoir avec les puissances. Tout le monde est d'accord qu'il s'agit là d'une erreur stratégique, que l'Algérie a tout à perdre et rien à gagner. Comme pour les chercheurs d'or, ce sont les vendeurs de pelles qui s'enrichissent. C'est les multinationales qui nous vendront la quincaillerie pour extraire ces hydrocarbures qui gagneront. Ce que nous récupérerons ne couvrira pas les dépenses. Et comme vous connaissez cette fable du « nif » du pouvoir algérien, c'est le Trésor algérien qui payera rubis sur l'ongle et qui prendra en charge tous les risques, économiques, financiers et écologiques. Au lieu de mettre 40 milliards de dollars dans ce projet qui perpétuera pour une dizaine d'années encore notre dépendance aux hydrocarbures, il aurait fallu mettre cet argent dans des investissements sérieux et d'avenir pour dynamiser notre agriculture, créer un tissu de PME/PMI et préparer la transition énergétique. Mais que voulez-vous, ni Monsieur Bouteflika ni ses conseillers ne semblent être au courant des enjeux mondiaux ou à tout le moins sensibles au devenir du pays. Monsieur Bouteflika veut des funérailles présidentielles, et son clan, la cagnotte, point barre. C'est cela la triste mais ultime vérité !

B. T.
taouchichetbrahim@gmail.com

Publicité